

Résumé

Les *Perspectives agricoles 2020-2029* sont le fruit de la collaboration entre l'OCDE et la FAO. Elles ont été préparées avec l'aide d'experts de leurs pays membres et d'organisations spécialisées dans les produits agricoles de base, et présentent une analyse consensuelle de ce que devrait être l'évolution, dans les dix ans à venir, des marchés des produits agricoles et du poisson aux niveaux national, régional et mondial. Les projections de référence mettent en évidence les tendances économiques et sociales fondamentales qui influencent le secteur alimentaire mondial.

Pour l'essentiel, les projections de référence n'ont pas été modifiées à la suite des conditions inattendues engendrées par la pandémie de COVID-19 en cours, mais elles n'en constituent pas moins un bon point de départ pour évaluer les impacts potentiels de celle-ci. Un premier scénario a été simulé pour examiner les retombées immédiates de la pandémie sur les marchés agricoles mondiaux. Dans cette simulation, les projections concernant les premières années de la période de projection ont été adaptées au moyen d'indicateurs des effets macroéconomiques initiaux. Les projections de référence relatives aux années suivantes sont conformes aux facteurs et tendances économiques de fond qui influent sur les marchés agricoles mondiaux.

Au cours de la décennie à venir, l'importance relative de la consommation de produits destinés à l'alimentation humaine, à l'alimentation animale et à la fabrication de biocarburants restera globalement inchangée, aucun bouleversement majeur de la structure de la demande de produits agricoles n'étant attendu. L'augmentation de la population mondiale reste le principal facteur de croissance, même si les profils de consommation et les tendances projetées varient d'un pays à l'autre selon leur niveau de développement.

Les dépenses par habitant destinées à l'alimentation sont globalement en hausse, mais elles diminuent en pourcentage des revenus, surtout dans les pays à revenu intermédiaire. D'après les projections, la disponibilité alimentaire moyenne par habitant atteindra environ 3 000 kcal et 85 g de protéines par jour en 2029 ; les matières grasses et les aliments de base représenteront près de 60 % des calories supplémentaires. C'est de loin la consommation de matières grasses qui devrait connaître le taux de croissance le plus élevé (9%) au cours de la décennie à venir. Étant donné que la consommation de produits d'origine animale, de matières grasses et d'autres aliments continue de gagner du terrain à l'échelle mondiale, la part des aliments de base dans le panier alimentaire devrait quant à elle se contracter d'ici 2029 pour toutes les catégories de revenus.

Le niveau des revenus n'étant pas le même partout et les projections de croissance étant différentes selon les pays, il en résulte que les profils alimentaires devraient diverger au cours des dix prochaines années. En particulier, les consommateurs des pays à revenu intermédiaire devraient utiliser leur surcroît de revenu pour substituer des aliments de plus grande valeur aux aliments de base. Dans les pays à revenu élevé, les préoccupations environnementales et relatives à la santé favoriseront probablement une transition des sources animales de protéines vers d'autres sources de protéines, ainsi que, plus immédiatement, le remplacement de la viande rouge, notamment la viande bovine, par la volaille et le poisson.

L'augmentation de la consommation d'aliments pour animaux est principalement due à l'expansion constante des troupeaux et de la production aquacole dans les pays à revenu intermédiaire et à bas revenu. Les *Perspectives* tablent sur une nouvelle intensification de l'élevage et de la production de poisson, laquelle, conjuguée aux gains d'efficacité permanents dans l'alimentation animale, se traduit par une relation globalement fixe entre la production animale destinée à l'alimentation humaine et les besoins des animaux en calories et en protéines au cours de la décennie à venir. La composition des rations alimentaires varie sensiblement entre les pays selon que leur revenu est élevé, intermédiaire ou bas, du fait que les écarts entre leurs technologies de production persistent.

La consommation de produits agricoles primaires imputable aux biocarburants ne devrait pas s'accroître de manière significative par rapport au niveau actuel, principalement du fait que le rôle des biocarburants dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre diminue et que la consommation d'essence à faible teneur en biocarburant régresse dans deux des principaux marchés de l'éthanol, à savoir les États Unis et l'Union européenne.

Environ 85 % de l'augmentation de la production végétale mondiale dans les dix prochaines années devrait être attribuée à une hausse des rendements résultant d'une intensification de l'utilisation d'intrants, d'investissements dans les technologies de production et d'une amélioration des pratiques culturales. La poursuite de l'intensification de l'utilisation des terres passant par une multiplication des récoltes annuelles expliquera quant à elle une augmentation de 10 % de la production végétale, tandis que l'agrandissement des superficies arables ne devrait y contribuer qu'à hauteur de 5 % et jouera un rôle beaucoup plus limité qu'au cours de la décennie écoulée, ce qui améliorera la durabilité de l'agriculture.

Au cours de la période de projection, la production animale mondiale devrait croître de 14 %, encouragée par des prix modestes de l'alimentation animale et des prix des produits stables qui assurent une marge bénéficiaire rémunératrice aux producteurs. La volaille reste le type de viande dont la production connaît la plus forte croissance, représentant à peu près la moitié de la hausse de la production totale de viande annoncée par les projections. L'accroissement de la production de viande porcine sera en grande partie concentré en Chine, qui devrait se remettre de l'épizootie de peste porcine africaine d'ici 2025. L'aquaculture devrait poursuivre son expansion et ravir à la pêche sa place de première source mondiale de poisson d'ici 2024.

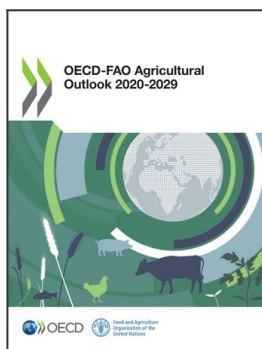
Si l'on part du principe que les politiques et technologies actuelles restent inchangées, il découle des projections de la production que les émissions directes de gaz à effet de serre (GES) augmenteront de 6 % au cours de la période considérée. L'élevage représentera 80 % de cette augmentation. L'adoption à grande échelle de technologies de réduction des GES pourrait conduire à une nouvelle réduction de l'intensité carbone de la production agricole. Géographiquement, la majeure partie de la hausse des émissions directes devrait être imputable aux régions émergentes et à bas revenu, car l'augmentation de leur production sera plus sensible alors que leurs systèmes de production sont plus intensifs en émissions.

Les échanges mondiaux de produits agricoles primaires ne progresseront que marginalement par rapport à la production, car en l'absence de changements de l'action publique les favorisant, ils seront en grande partie déterminés par la taille totale du marché. Ils devraient jouer un rôle de plus en plus important dans la sécurité alimentaire des pays manquant de ressources, les importations représentant une grande partie de la totalité des calories et des protéines consommées. Pour les exportateurs, les échanges sont indispensables à la vie économique des zones rurales. Aussi bien pour les consommateurs que pour les producteurs, il est essentiel que le système commercial international soit prévisible et fonctionne bien.

Les prix réels de la plupart des produits étudiés devraient baisser, ce qui donne à penser, compte tenu des hypothèses retenues dans les présentes *Perspectives*, que les facteurs propices à leur diminution (principalement les améliorations de la productivité) auront plus d'influence que ceux qui favorisent une hausse, comme les contraintes de ressources et l'augmentation de la demande suscitée par la croissance de la population et des revenus.

En avril 2020, les experts se sont accordés à penser que la maladie à COVID-19 entraînerait une contraction de l'offre et de la demande de produits agricoles et qu'elle pourrait perturber les échanges et la logistique. Tous les éléments du système alimentaire seront touchés, de la production primaire à la demande intermédiaire et finale en passant par la transformation, les échanges et les systèmes logistiques nationaux et internationaux. Un premier scénario sur la maladie à COVID-19 apporte quelques éclairages préliminaires sur les effets à court terme de la pandémie en cours sur les marchés agricoles. Il montre qu'elle pourrait soumettre les marchés à un choc sans précédent. Dans ce scénario, les prix agricoles chutent fortement à la suite de la contraction du revenu disponible due à la maladie COVID-19, notamment dans les pays à bas revenu. La consommation de produits alimentaires baisse consécutivement à cette diminution inédite du pouvoir d'achat, pourtant contrebalancée par une baisse des prix. Le scénario initial fait état d'un recul de la demande d'huile végétale et de produits d'origine animale, alors que la demande d'aliments de base est moins touchée. Bien que ce scénario donne une indication des répercussions potentielles à court terme des perturbations causées par la pandémie, les retentissements économiques, sociaux et politiques de celle-ci continuent d'évoluer suivant des schémas extrêmement complexes.

Outre la pandémie de COVID-19, les marchés agricoles mondiaux sont confrontés à d'autres incertitudes. Du côté de l'offre, on s'interroge sur la propagation de maladies/ravageurs comme la peste porcine africaine ou les invasions de criquets, la résistance de plus en plus forte aux antimicrobiens, la réglementation des nouvelles techniques de sélection végétale et les mesures à prendre face aux phénomènes climatiques extrêmes. Du côté de la demande, l'incertitude porte sur l'évolution des habitudes alimentaires, qui dépendra du regard porté sur les questions de santé et d'environnement, et sur les mesures prises pour lutter contre l'obésité. L'innovation numérique dans la filière agroalimentaire aura des répercussions notables tant sur l'offre que sur la demande. Enfin, les futurs accords commerciaux et l'évolution des relations commerciales entre plusieurs acteurs importants auront aussi des retombées sur les marchés agricoles.



Extrait de :

OECD-FAO Agricultural Outlook 2020-2029

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/1112c23b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2020), « Résumé », dans *OECD-FAO Agricultural Outlook 2020-2029*, Éditions OCDE, Paris/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

DOI: <https://doi.org/10.1787/15a4d14b-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.